



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 04/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SONOPOL**

ZI Sud - Le Haut des Clos  
BP 10021  
CEDEX  
41100 Vendôme

Références : VAT 20240337

Code AIOT : 0010006043

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement SONOPOL implanté ZI Sud - Le Haut des Clos BP 10021 CEDEX 41100 Vendôme. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SONOPOL
- ZI Sud - Le Haut des Clos BP 10021 CEDEX 41100 Vendôme
- Code AIOT : 0010006043
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SONOPOL de Vendôme réalise des opérations de thermolaquage pour des objets des secteurs d'activité maritime, transport, mobilier urbain, constructions métalliques, médical, habitat.

Les matières traitées sont l'acier, l'aluminium, les métaux traités à la galvanisation à chaud.

Il y a deux lignes de traitement de surfaces sur le site (tunnels d'aspersion), 3 chaînes de poudrage et une grenailluse automatique (tunnel). Les eaux usées de rinçage sont traitées sur site par un évaporateur et recyclées.

L'exploitant a fait part à l'inspecteur des évolutions intervenues sur le site :

- démantèlement de la station de détoxification des effluents du traitement de surfaces,
- mise en place d'un évaporateur sous vide pour traiter les effluents du traitement de surfaces, avec réactifs afférents (soude),
- mise en place d'une cabine de grenaillage neuve,
- mise en place d'une cabine de métallisation neuve,
- mise en place d'une ligne de poudrage manuelle (en remplacement de l'ancienne plus petite) et d'un four en remplacement de l'ancien, plus petit.

L'établissement emploie 45 personnes, le bâtiment a une surface de 6500 m<sup>2</sup>.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Station detox - Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 1.6.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
3	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 1.6.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Eau-plan des réseaux - NC11 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
8	Eaux pluviales - VLE - NC7 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.12	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
9	Plan désenfumage - NC8 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.4.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
12	[GEREP]-Délai de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Demande d'action corrective	30 jours
13	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010,	/	Demande de justificatif à	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	d'extinction	article 7.7.7.1		l'exploitant	
14	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.4.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Etiquetage des produits	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
16	Rétentions-volumes	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
17	Rétentions-stockages temporaires	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
18	Rétentions-produits incompatibles	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
23	TS-Rétentions-alarme	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.2.1.2-I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
24	TS-Régulation du chauffage	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.2.1.2-I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
27	Défaut de déclaration ICPE	Décret du 14/12/2013, article 1	/	Demande d'action corrective	60 jours
28	Séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PH-rejet eau - NC5 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Station detox - Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 5.1.4	/	Sans objet
5	Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 25/09/2023, article R541-45	/	Sans objet
7	Eaux pluviales-surveillance- NC6 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Rejets atmosphérique s-analyses- NC10 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.1.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	/	Sans objet
19	Rétentions-disponibilités des volumes	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.5	/	Sans objet
20	Limitation des stockages de matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.6.	/	Sans objet
21	Sols-rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.8	/	Sans objet
22	TS-Rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.2.1.2-III	/	Sans objet
25	Identification des dangers	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.3.1	/	Sans objet
26	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.4.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PH-rejet eau - NC5 VI 18022019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêt automatique des rejets d'eaux industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/06/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant a mis en place un évaporateur qui distille les eaux de rinçage, les distillats sont réutilisés dans le procédé et les concentrats sont évacués en tant que déchets. Il n'y a plus de rejet au milieu naturel. La non-conformité est abandonnée.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>/</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Station detox - Equipements abandonnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Equipements abandonnés
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat : La canalisation de rejet des effluents au milieu naturel qui n'est plus utilisée, n'est pas condamnée. Présence d'équipements abandonnés à l'extérieur du bâtiment.</b> L'inspecteur a constaté que la station de détoxification a été démantelée. Toutefois, la canalisation d'évacuation dans laquelle se déversaient les effluents n'a pas été condamnée. Derrière le bâtiment et à l'extérieur, se trouvent des restes d'équipements abandonnés, qui ne présentent</p>

pas de risque de pollution (bois, métal).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  <b>Constat : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de M. Le Préfet de Loir et Cher, les modifications apportées aux installations.</b> L'exploitant a fait part à l'inspecteur des évolutions intervenues sur le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>démantèlement de la station de détoxification des effluents du traitement de surfaces,</li> <li>mise en place d'un évaporateur sous vide pour traiter les effluents du traitement de surfaces, avec réactifs afférents (soude),</li> <li>mise en place d'une cabine de grenaillage neuve,</li> <li>mise en place d'une cabine de métallisation neuve,</li> <li>mise en place d'une ligne de poudrage manuelle (en remplacement de l'ancienne plus petite) et d'un four en remplacement de l'ancien, plus petit.</li> </ul> L'exploitant pourra utiliser la téléprocédure (en cours d'expérimentation) disponible au lien suivant : <a href="https://form-maenv.rct01.kleegroup.com/formulaire/explication/form-maenv">https://form-maenv.rct01.kleegroup.com/formulaire/explication/form-maenv</a>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 4 : Station detox - Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier l'élimination des déchets dangereux. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant a expliqué que les cuves de la station de détoxification ont été vidées et prises en charge par SARP, pour 92,22 tonnes de déchets. Le site Trackdéchets indique qu'en 2023, 184,44 tonnes de déchets codifiés 161001* "déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses" ont été évacués. Le registre généré par Trackdéchets indique que c'est la société SOTREMO qui a éliminé ces déchets (127 tonnes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/09/2023, article R541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'inspecteur a pu générer une fiche Trackdéchets qui indique que l'exploitant utilise ce service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Eau-plan des réseaux - NC11 VI 18022019



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <p>l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</p> <p>les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</p> <p>les secteurs collectés et les réseaux associés,</p> <p>les ouvrages de toutes sortes (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, compteurs...),</p> <p>les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>	
<b>Constats :</b> <p><b>Constat : le plan des réseaux n'est pas à jour (ne prend pas en compte la suppression de la station d'épuration et l'installation de l'évaporateur).</b></p> <p><u>Constat du 18/02/2019 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux d'eaux du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué que dans le cadre du projet d'extension, un nouveau plan serait réalisé.</p> <p>NC11 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts du site.</p> <p>Le plan des réseaux d'eaux du site ne fait pas apparaître les réseaux à l'extérieur des bâtiments.</p> <p><u>Constats réalisés le 09/06/2022 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux de collecte mais celui-ci ne fait pas apparaître certains des éléments attendus.</p> <p>L'exploitant a envoyé par courrier du 24/10/2022 un plan des réseaux qui n'est pas très lisible au format transmis.</p> <p><u>Constat au 26/06/2024</u></p> <p>L'exploitant a montré le plan des réseaux.</p> <p>le plan des réseaux n'est pas à jour (ne prend pas en compte la suppression de la station d'épuration et l'installation de l'évaporateur).</p>	
<b>Prescription</b>	<b>Constat</b>
- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,	oui
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des	oui : zoom sur disconnecteur compteur et vanne de coupure générale

<i>(bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</i>	vanne de coupure générale
<i>les secteurs collectés et les réseaux associés,</i>	oui : eaux pluviales de voirie et EP de toiture : vers bassin d'orage
<i>- les ouvrages de toutes sortes (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, compteurs...), OUI.</i>	oui
<i>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</i>	oui, à mettre à jour avec la suppression de la station d'épuration et la mise en place de l'évaporateur.
L'exploitant a également envoyé à l'inspecteur le rapport de diagnostic des réseaux autour de la société Sonopol, réalisé par la société OSIS le 16/11/2022. Il indique la collecte des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées sanitaires dans et autour de l'établissement.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours	

#### N° 7 : Eaux pluviales-surveillance-NC6 VI 18022019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance des rejets d'eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Auto surveillance assurée par un laboratoire agréé Une analyse annuelle est assurée par un laboratoire agréé et porte : <ul style="list-style-type: none"> <li>• sur l'ensemble des paramètres réglementés par l'article 4.3.9 du présent arrêté, concernant les eaux résiduaires de la station après épuration,</li> <li>• sur les paramètres MES, DCO et HCT concernant les eaux pluviales (par temps de pluie).</li> </ul>

<p>Dispositions générales</p> <p>Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques, sur les paramètres MES, HCT et pH (cf. VLE prescrites à l'article 4.3.12 du présent arrêté (MES, HCT)et à l'article 4.3.12 du présent arrêté (pH)).</p> <p>Notamment, les contrôles de la qualité des eaux pluviales sont réalisés au niveau des points de rejet internes n°RI1 et n°RI2.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p><u>Constats réalisés le 09/06/2022 :</u></p> <p>Rejet RI1 (Rejet Interne 1) : Le rapport d'analyse du 03/06/2021 édité par SYPAC (prélèvement du 01/06/2021) montre que les paramètres MES, HCT et pH ont été analysés mais pas le paramètre DCO.</p> <p>Rejet RI2 (Rejet Interne 2) : L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser l'analyse annuelle sur ce rejet.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les prélèvements et analyses des rejets RI1 et RI2 allait être réalisés au cours du mois de juin 2022.</p> <p><u>Constats réalisés le 26/06/2024 :</u></p> <p>L'exploitant avait répondu par courrier du 24/10/2022 et transmis les analyses des deux points de rejet des eaux pluviales. Par contre c'est le paramètre ST-DCO qui a été analysé au lieu du paramètre DCO. Le rapport mentionne également : "délai important entre prélèvement et analyses, les résultats ne peuvent être rendus sous accréditation."</p> <p>L'exploitant a transmis par mél du 26/06/2024 les résultats des analyses réalisées le 21/11/2023. La périodicité est respectée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le bassin d'orage a été étanchéifié il y a 2 ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Eaux pluviales - VLE - NC7 VI 18022019**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° RE1</p>

Paramètre Concentration instantanée (mg/l) MEST <35 HCT <5 pH Compris entre 5,5 et 8,5 Ces valeurs limites sont également applicables aux points de rejet interne n°RI1 et RI2. [...]
<b>Constats :</b>  <b>Constat : La ST-DCO est analysée au lieu de la DCO. Les résultats de plusieurs paramètres ne peuvent être rendus sous accréditation.</b>  <u>Constat du 18/02/2019 :</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales. L'exploitant indique que la dernière mesure a été réalisée en septembre 2018 et qu'il transmettrait rapidement le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales. NC7 : Dépassement des MES sur le point de rejet RI2 (eaux pluviales). <u>Constats réalisés le 09/06/2022 :</u> L'exploitant n'a pas présenté de rapport d'analyses du rejet RI2 (eaux pluviales). <u>Constats réalisés le 26/06/2024 :</u> L'exploitant avait répondu par courrier du 24/10/2022 et transmis les analyses des deux points de rejet des eaux pluviales. Les paramètres analysés MES, DCO, HCT et pH sont conformes. L'exploitant a transmis par mél du 26/06/2024 les résultats des analyses réalisées le 21/11/2023. Les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral du 13/08/2010 - article 4.3.12 et à l'arrêté ministériel du 9/4/2019 pour la DCO (300 mg/l) - article 33. Les résultats du pH et des MES ne peuvent être rendus sous accréditation. Le constat de juin 2022 est levé, néanmoins il subsiste les écarts précités.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours
<b>N° 9 : Plan désenfumage - NC8 VI 18022019</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones de désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 09/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

Un plan à jour des zones de désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage est affiché à proximité des commandes de désenfumage. Ces plans sont transmis aux services d'incendie et de secours.

#### **Constats :**

**Constat : Certains plans affichés au niveau des commandes de désenfumage sont incomplets (par exemple lanterneau manquant, compartimentage des zones absent). L'exploitant doit faire une mise à jour des besoins en désenfumage au regard des évolutions intervenues sur l'établissement.**

##### Constat du 18/02/2019 :

Il a été constaté que des plans d'intervention référençant les différents éléments visés par la réglementation du travail (commandes de désenfumage, extincteurs,...) ont été positionnés au sein de l'établissement. Cependant, aucun plan des zones de désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles n'a été observé.

NC8 : Le plan des zones de désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles n'est pas affiché à proximité des commandes de désenfumage.

##### Constats réalisés le 09/06/2022 :

Le plan d'intervention affiché à proximité des commandes de désenfumage fait apparaître l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage mais ne précise pas les zones de désenfumage.

Par ailleurs, concernant le boîtier de commande manuelle de désenfumage de la zone F :

- le test de la commande manuelle de désenfumage s'est correctement déroulé (ouverture du dispositif de désenfumage attribué à cette zone) ;
- les étiquettes présentes sur ce boîtier permettent de constater qu'il a été vérifié en janvier 2022 par la société SICLI.

Transmission par l'exploitant des éléments de réponse par mail du 17/06/2022 :

L'exploitant a mis à jour le plan d'intervention qui précise l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage et qui, dorénavant, fait apparaître les zones de désenfumage.

L'exploitant a transmis la photo permettant de vérifier que le plan mis à jour est affiché à côté de la commande de désenfumage de la zone F. L'exploitant doit justifier que le plan représentant les zones de désenfumage et précisant l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage est affiché à proximité des commandes manuelles des zones A, B, C, D, E, et G.

Le plan mis à jour a été transmis au service du SDIS 41 par mail du 17/06/2022.

##### Constat au 26/06/2024 :

L'inspecteur a constaté lors de la visite sur le site la présence dans les zones A à G, des commandes de désenfumage (marquées comme ayant été contrôlées le 18/01/2024) et des plans afférents. L'exploitant a actionné les commandes en zone E, et C, avec succès. Il n'a pas actionné la commande n°13 car il s'agit d'une commande à cartouche.

Sur le plan de la zone du poudrage ligne 2, le lanterneau n'apparaît pas. Sur certains plans notamment celui de la zone B (commande 6), le compartimentage des zones n'apparaît pas. L'exploitant a indiqué que les plans et moyens d'intervention allaient être remis à jour suite aux évolutions intervenues sur les sites.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 10 :** Rejets atmosphériques-analyses-NC10 VI 18022019

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.1.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques des installations de combustion

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 3.2.3.1 du présent arrêté est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans, sur les rejets au niveau des conduits n°3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 répertoriés à l'article 3.2.3.2 du présent arrêté.

**Constats :****Pas d'écart constaté.**Constat du 18/02/2019 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les tickets résultant du contrôle des installations de combustion. Ceux-ci font apparaître des résultats en mg/m<sup>3</sup> pour les NOx. Mais aucun résultat pour les SOx et les poussières.

NC10 : Absence de contrôle des effluents des installations de combustion sur l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 août 2010.

Constats réalisés le 09/06/2022 :

Les mêmes constats que lors de la visite d'inspection du 18/02/2019 ont été réalisés :

l'exploitant a présenté les tickets résultant du contrôle du 05/03/2022 par la société SDI Services des installations de combustion. Ceux-ci font apparaître des résultats en mg/m<sup>3</sup> pour les NOx. L'exploitant n'a pas pu justifier qu'une mesure des paramètres SOx et poussières a été réalisée au cours des trois dernières années dans les rejets atmosphériques des installations de combustions soumises au titre de la rubrique 2940.

Constat au 26/06/2024 :

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des effluents atmosphériques SYPAC les 20 et 21 septembre 2022.

Les analyses ont été réalisées sur les exutoires requis. L'écart est levé.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
/
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 11 : Champ d'application**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU/Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant a présenté les factures d'eau pour l'année 2022, la consommation s'est établie à 4373 m3. Il a présenté ses relevés de compteurs (fréquence mensuelle) pour l'année 2023, la consommation s'est établie à 8393 m3. Avec la mise en place de l'évaporateur et le recyclage de l'eau, la consommation va encore diminuer. L'arrêté ministériel du 30/06/2023 ne s'applique pas à cet établissement.
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 12 : [GEREP]-Délai de déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délai de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  « La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement. »
<b>Constats :</b>  <b>Constat : L'exploitant n'a pas transmis la déclaration GERE au 26/06/2024.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 13 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Confinement des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage est collecté dans un bassin de confinement , équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordée à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 360 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suite à un accident (incendie ou déversement accidentel de produits polluants) suit les principes imposés par les articles 4.3.7, 4.3.9 et 4.3.12 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ces 2 bassins sont confondus. Ainsi, en fonctionnement normal, les eaux pluviales sont dirigées via un réseau de canalisations vers le bassin d'orage / confinement des eaux incendie commun à la société SONOPOL et à la société mitoyenne et localisé à cheval sur les parcelles des 2 sociétés (capacité 500 m3). L'exploitant met en œuvre toutes dispositions nécessaires pour prévenir la pollution de l'environnement extérieur en cas d'accident, notamment par le confinement des eaux d'extinction d'incendie. Le bassin d'orage dispose à cet effet de 2 vannes manuelles (sur les 2 canalisations du réseau public de collecte des eaux pluviales). Une procédure commune aux 2 sociétés imposant la fermeture de ces 2 vannes en cas d'incendie sur l'un des 2 sites est établie. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils sont accessibles et clairement signalés. Au plus tard pour le 30 juin 2012, l'exploitant doit réaliser les travaux nécessaires pour que l'étanchéité du bassin d'orage et de confinement des eaux d'extinction d'incendie soit garantie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat : L'exploitant procédera à la vérification de l'étanchéité du bassin.</b>  Le bassin est étanchéifié par une membrane. Cependant, de la végétation y pousse ce qui pourrait nuire à son étanchéité.  Au fond du bassin se trouve un peu d'eau sous forme de flaques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant



Proposition de délais : 60 jours
----------------------------------

**N° 14 : Confinement des eaux d'extinction**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.4.2
---

Thème(s) : Actions nationales 2024, Confinement des eaux d'extinction
---

**Prescription contrôlée :**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. A ce titre, le bassin d'orage vers lequel sont dirigées toutes les eaux pluviales ou collectées sur le site, est équipé de 2 vannes manuelles de sectionnement. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par une consigne. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

**Constats :**

**Constat : La vanne d'isolement du bassin d'orage n'est ni maintenue en état de marche, ni signalée, ni actionnable en toute circonstance. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement ne sont pas définis par une consigne.**

L'inspecteur a constaté que :

- l'accès au bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie et servant de bassin d'orage, est rendu difficile voire dangereux en raison d'un monticule de terre (issue de travaux) sur toute la longueur du bassin, d'une hauteur de 50 cm,
- le cheminement au bord du bassin est difficile en raison de la hauteur des herbes,
- l'accès à la vanne est impossible en raison de végétation dense qui a poussé entre le grillage et la bâche (la vanne se trouve de l'autre côté de l'accès au bassin, il n'est pas possible de marcher sur la pente bâchée),
- aucun affichage ne signale la vanne.

Le dispositif n'a pu être testé. Aucune consigne ne définit comment ni dans quelles conditions fermer la vanne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 60 jours
----------------------------------

**N° 15 : Etiquetage des produits**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.2
---

Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage des produits
---

**Prescription contrôlée :**

<p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat : Les deux GRV recueillant les concentrats et les GRV de concentrats en attente de traitement ne sont pas correctement étiquetés. L'exploitant transmettra une photographie du "bidon d'alcalin" utilisé pour la neutralisation dans l'évaporateur.</b></p> <p>L'inspecteur a constaté, par sondage, que les GRV de produits utilisés et les cuves de stockages sont étiquetées selon le règlement CLP, le nom des produits est également affiché.</p> <p>Les deux GRV recueillant les concentrats de l'évaporateur ne sont pas correctement étiquetés : l'un n'est pas du tout étiqueté (ni nom, ni étiquette CLP), l'autre porte l'étiquette du GRV du produit d'origine (GARDACID).</p> <p>Les GRV de concentrats stockés à l'extérieur en attente de traitement sur site sont stockés dans des GRV ayant contenu des produits divers et portent les étiquettes de ces contenants, ou sont sans étiquettes.</p> <p>Les cuves nécessaires au fonctionnement de l'évaporateur sont étiquetées (cuve de 20 m3 recueillant les effluents de rinçage des chaînes de traitement de surface, la cuve de neutralisation de 2 m3 et 2 cuves de 800 litres qui contiennent un produit acide et un produit basique pour le nettoyage périodique de l'installation). Les deux cuves contenant le distillat sont également étiquetées. L'unité utilise aussi un bidon de produit alcalin pour lequel l'inspecteur ne peut garantir qu'il était étiqueté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 16 : Rétentions-volumes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité utile de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à</p>

250 litres, la capacité utile de rétention est au moins égale à : • la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; • dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

**Constats :**

**Constat : des produits chimiques liquides sont entreposés sans rétention. L'exploitant transmettra une photographie du "bidon alcalin".**

L'inspection a constaté la présence de contenants de produits liquides sans rétention :

- à l'extérieur, 28 GV de concentrats issus des essais de l'évaporateur, que l'exploitant prévoit de faire passer dans l'évaporateur sous 2 mois hors mois d'août, soit à fin septembre, pour les concentrer plus,
- dans les ateliers : 2 palettes de bidon de 20 litres d'OXSILAN, deux bidons d'acide sulfurique sont sur une autre palette à part,
- dans le local de l'ancienne station de détoxication, 2 palettes de peinture liquide neuve, qui sera utilisée pour les travaux de réfection du sol selon l'exploitant (aucune peinture liquide n'est utilisée pour l'exploitation).

Les GRV de produits utilisés pour l'exploitation sont sur rétention. Les cuves nécessaires au fonctionnement de l'évaporateur sont double enveloppe (cuve de 20 m3 recueillant les effluents de rinçage des chaînes de traitement de surface, la cuve de neutrisation de 2 m3 et 2 cuves de 800 litres qui contiennent un produit acide et un produit basique pour le nettoyage périodique de l'installation). Les deux cuves contenant le distillat sont également étiquetées. L'unité utilise aussi un bidon de produit alcalin pour lequel l'inspecteur ne peut garantir qu'il était sur rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 17 : Rétentions-stockages temporaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Rétentions

**Prescription contrôlée :**

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

**Constats :**

<p><b>Constat : Présence de 28 GRV de concentrats à l'extérieur en attente de traitement, sans rétention.</b></p> <p>Les GRV sont par ailleurs en bon état et fermés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 18 : Rétentions-produits incompatibles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat : L'exploitant justifiera que les deux "double rétention" mobiles forment chacune 2 rétentions, que les produits contenus dans chaque chaîne de traitement de surfaces ne sont pas incompatibles et que les bidons de produits sur la palette formant rétention sont compatibles entre eux.</b></p> <p>Les deux chaînes de traitement de surfaces sont sur une rétention unique.</p> <p>L'inspecteur a constaté la présence d'un GRV d'acide sulfurique et d'un GRV de soude sur une double rétention mobile dont il n'a pas pu vérifier si elle était séparée ou non.</p> <p>De même, un GRV de Gardobon et un GRV de Gardoclean sont sur une rétention (mobile) de ce type.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les deux rétentions mobiles étaient séparées.</p> <p>L'inspecteur a constaté la présence de petits bidons de produits divers sur une palette formant rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 19 : Rétentions-disponibilités des volumes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> Il y a un peu d'eau dans la rétention des chaînes de traitement de surfaces, consécutive à une opération de lavage selon l'exploitant. Cela ne nuit pas à la capacité de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Limitation des stockages de matières dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.6.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Limitation des stockages de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'inspecteur n'a pas constaté la présence de produits dans les ateliers en quantité supérieure au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Sols-rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Sols-rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu.
<b>Constats :</b>

<p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>L'inspecteur n'a pas constaté de fuite ou d'écoulement à proximité des rétentions. La partie visible du fond de la rétention des chaînes de traitement de surfaces ne présente pas d'endommagement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 22 : TS-Rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.2.1.2-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, TS-Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : • 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; • 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Les chaînes de traitement de surfaces sont sur une rétention commune.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 23 : TS-Rétentions-alarme**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.2.1.2-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, TS-Rétentions-alarme</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de rétention (chaînes TS et station) de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat : l'exploitant procédera au test du déclencheur d'alarme en point bas de la rétention des chaînes de traitement de surfaces et enverra à l'inspection des installations classées le résultat de ce test.</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il y a un déclencheur d'alarme en point bas de la rétention des chaînes de traitement de surfaces mais il n'a pas souhaité le tester car cela aurait stoppé tout le processus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 24 : TS-Régulation du chauffage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.2.1.2-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, TS-Régulation du chauffage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b>  <b>Constat :</b> L'exploitant procédera à la simulation de niveau bas des bains chauffés et consignera le résultat de ce test (à réaliser périodiquement). Aucun test n'a pu être réalisé car les deux chaînes de peinture étaient en fonctionnement le jour de la visite et qu'un test de niveau bas arrête toute la chaîne. A noter que l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 ne prescrit pas d'asservissement pour les bains chauffés par une énergie autre qu'électrique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 25 : Identification des dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Identification des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> Les cuves de traitement de surfaces sont étiquetées selon le règlement CLP, le nom des produits est également affiché.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 26 : Consommation spécifique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux de rinçage ;</li><li>• les vidanges de cuves de rinçage ;</li><li>• les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;</li><li>• les vidanges des cuves de traitement ;</li><li>• les eaux de lavage des sols ;</li><li>• les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.</li></ul> Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux de refroidissement ;</li><li>• les eaux pluviales ;</li><li>• les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.</li></ul> On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage). [...] L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant a présenté le calcul de la consommation spécifique établi pour l'année 2023. Elle est de 5,3 litres/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage. Il y a 3 fonctions de rinçage par ligne, et il y a deux lignes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 27 : Défaut de déclaration ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 14/12/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration ICPE



<b>Prescription contrôlée :</b>	
Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique.	
<b>1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant :</b>	
a) Supérieur à 1000 l	(A-1)
b) Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 1000 l	(DC)
<b>2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant :</b>	
a) Supérieure à 200 kg/ jour	(A-1)
b) Supérieure à 20 kg/ jour mais inférieure ou égale à 200 kg/ jour	(DC)
<b>Constats :</b>	
<b>Constat : Exploitation d'une installation classée soumise à déclaration sans la déclaration requise.</b> L'exploitant a indiqué avoir acheté une cabine de métallisation que le volume d'activité classe sous le régime de la déclaration avec contrôles périodiques.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>	
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours	

**N° 28 : Séparateur à hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur à hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'une vérification annuelle, permettant de déterminer la nécessité d'un curage.
<b>Constats :</b>
<b>Constat :</b> L'exploitant doit transmettre les résultats de la vérification du séparateur

d'hydrocarbures.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours